

Economie

LO : “Les patrons n’ont jamais été les alliés des travailleurs”



Didier Lombard : « Voir les patrons - ceux là même qui ont soutenu Didier Robert - demander la relance de la commande publique, c'est assez cocasse. » (photo d'archives).

A l'heure où les salariés, parons et syndicats du BTP étaient dans les rues de Saint-Denis, les responsables de Lutte Ouvrière organisaient une conférence de presse à Saint-Benoît pour rappeler que , « quand le bâtiment va, il va surtout pour les profits des grosses sociétés de ce secteur ».

Jean-Yves Payet, responsable de Lutte Ouvrière à la Réunion, a du mal à parler en raison d'une méchante grippe. Alors, c'est Didier Lombard qui prend le relais pour exprimer le point de vue du parti. « Voir les patrons - ceux là même qui ont soutenu Didier Robert - demander la relance de la commande publique, c'est assez cocasse. Cela ne fait pas d'eux des alliés des travailleurs », souligne t-il d'emblée. « L'abandon par la Région de plusieurs projets, dont celui du Tram-Train, et le manque d'investissements de la part de l'Etat dans la construction, prive ce secteur de la possibilité de relancer ces activités (...) La politique de Didier Robert à la Région est dans le droit fil de ce qu'il fait à l'Assemblée nationale où il a défendu ardemment les projets de ses amis UMP au gouvernement et les lois en faveur des capitalistes locaux comme la Lodeom et la loi de défiscalisation. Les classes populaires n'ont, bien entendu, rien à attendre de ce serviteur zélé du patronat ». Toutefois, les membres de Lutte Ouvrière estiment que les syndicats de salariés ont raison de « dénoncer les milliers d'emplois qui ont été supprimés » en 2009 et en 2010, de « dénoncer la précarité et d'exiger des collectivités et de l'Etat les investissements nécessaires » et utiles à la population. Ils rappellent que les grands chantiers comme la Route des Tamarins ou le basculement de l'eau ont été une source énorme de bénéfices pour les grandes entreprises. « Ces bénéfices doivent revenir aux travailleurs en ces temps de vaches maigres ». Ils soulignent encore : « Il faut être aveugle pour ne pas voir que le patronat, avec la complicité du gouvernement, fait son possible pour que seules les classes populaires supportent la crise actuelle ». Le mot de la fin est pour Jean-Yves Payet qui appelle les Réunionnais à retourner dans la rue le 23 septembre prochain « pour faire reculer le gouvernement » sur la réforme des retraites. « Le succès du 7 septembre est un avertissement. Nous ne nous contenterons pas d'un baroud d'honneur »

J.P-B